

LE MICRO-AMÉNAGEMENT RÉGIONAL DES CAMPAGNES

Me référant aux conclusions de ma première leçon, je voudrais présenter aujourd'hui un essai de géographie appliquée au développement rural, en montrant comment la connaissance des rapports spatiaux — c'est-à-dire l'objet même de la géographie — peut éclairer les processus de l'urbanisation des campagnes et faciliter le choix des mesures propres à la favoriser.

MODERNISATION AGRICOLE ET URBANISATION DES CAMPAGNES

Il importe de bien distinguer d'abord modernisation agricole et urbanisation des campagnes. Cette dernière peut, à la rigueur, se faire aux dépens de l'agriculture. On peut concevoir des aménagements péri-urbains comportant des parcs, des forêts — le taux de boisement de la Megalopolis américaine augmente régulièrement — mais où l'espace agricole serait limité à un certain nombre d'exploitations de prestige, volontairement déficitaires, afin de pouvoir réduire en proportion les revenus déclarés par ailleurs.

Inversement, bien que ce soit plus paradoxal à première vue, une modernisation agricole même très réussie et très rentable peut ne pas s'accompagner d'urbanisation au sens où nous l'entendons. Ainsi jusqu'en 1930 le Châtillonnais, en Basse-Bourgogne, décrit par MAURICE DUBOIS, se mourait lentement, en pratiquant un élevage extensif du mouton. Depuis lors, grâce à la concentration des exploitations et à l'organisation des marchés, cette région s'est dotée d'une économie

laitière extrêmement rémunératrice, et les budgets d'exploitations y sont parmi les plus fortement bénéficiaires qui soient. Mais l'agriculture est seule à faire vivre la population, dans des fermes étendues et fortement mécanisées. Aussi la densité est-elle extrêmement faible: environ 7 habitants au kilomètre carré. Or, tant que chaque famille ne disposera pas d'une automobile, cette densité est trop faible pour autoriser un réseau suffisamment serré de centres de services dans ces campagnes et, par conséquent, pour permettre aux familles rurales de se trouver sur un pied d'égalité avec les citadins. En effet, il ne suffit pas de produire et de vendre; encore faut-il pouvoir faire commodément ses achats, trouver à proximité la possibilité de faire faire des études à ses enfants et de sortir soi-même d'un isolement excessif. La «cellule élémentaire» de vie régionale doit répondre à certaines normes.

LA CELLULE ÉLÉMENTAIRE DE VIE RÉGIONALE DANS LES CAMPAGNES

Si la paysannerie veut cesser de jouer le rôle d'une «réserve résignée», elle doit pouvoir disposer d'un certain nombre de services courants: commerces de biens durables ordinaires (quincaillerie, chaussures), ateliers de réparation de machines agricoles, électricien, plombier; médecin, pharmacien; collège d'enseignement général et collège technique; siège d'une caisse mutuelle de prêts, bureau de poste, etc. Pour être commodément utilisables, ces services ne doivent pas se trouver trop loin. Si l'on accepte de faire une heure de trajet pour aller voir un médecin spécialiste ou pour faire un achat exceptionnel, on peut admettre qu'un quart d'heure de trajet constitue un maximum pour des services courants. La conversion de ce temps en distance dépend évidemment du moyen de transport utilisé par le plus grand nombre, de même que de l'état de la voirie et de l'existence d'un relief plus ou moins accidenté. Admettons une valeur moyenne de 3 à 4 kilomètres, si le trajet s'effectue à bicyclette ou en tracteur, de 10 à 12 kilomètres s'il s'effectue en voiture. C'est ce que nous appellerons le *seuil d'accessibilité* des services.

Par ailleurs chaque service comporte ce qu'on peut appeler un *seuil de marché*, c'est-à-dire que chacun d'entre eux doit disposer, dans un rayon tolérable, d'une clientèle suffisante

pour en assurer la rentabilité. Par exemple, dans la France d'aujourd'hui, on compte à peu près un quincaillier pour 3000 habitants, un marchand de chaussures pour 5000, un pharmacien pour 5000. Ce même chiffre de 5000 habitants se retrouve si l'on calcule la population nécessaire pour justifier la création d'un groupe scolaire de 400 élèves comportant les 13 classes d'un enseignement complet du premier cycle.

Tout va donc dépendre de la densité de la population rurale. Si celle-ci est de 50, il faudra 100 km² pour atteindre un effectif de 5000 habitants. Dans l'hypothèse où le centre de services se trouverait à peu près au milieu de cet espace — ce qui n'est pas toujours réalisé — cela ferait un rayon maximum de 5 à 6 kilomètres, ce qui est admissible. En revanche, si l'on prend la densité de 7 au kilomètre carré notée tout à l'heure pour le Châtillonnais, le rayon serait d'au moins 15 kilomètres, ce qui est prohibitif, même dans l'hypothèse où chaque famille disposerait d'une automobile.

On voit donc que le développement social des campagnes passe par l'existence d'un réseau suffisamment dense de centres élémentaires de services et que celui-ci suppose une certaine densité minimale de la population. Ajoutons que ces centres élémentaires doivent à leur tour être intégrés dans un réseau de centres plus importants, villes moyennes et grandes villes, dont chaque degré comporte, à son tour, ses propres seuils de marché et d'accessibilité. Autrement dit, le développement des campagnes ne peut être séparé du développement global de l'ensemble du territoire.

APPLICATION À UNE POLITIQUE D'AMÉNAGEMENT RÉGIONAL DU TERRITOIRE

Il est bien évident que les normes adoptées ci-dessus correspondent à un type de campagnes, et à un certain stade de développement technique, économique et social. Ces normes sont sujettes à varier en fonction du type d'agriculture, du degré d'industrialisation des campagnes, du niveau de vie et des façons de dépenser, des usages locaux, etc. Mais, si nous adoptons le principe de ces cellules élémentaires, il est possible d'en construire inductivement qui correspondent aux normes que l'on voudrait voir réalisées et de proposer ainsi un «modèle» pour l'aménagement régional.

Prenons un exemple. Supposons que l'on souhaite généraliser dans une région faiblement industrialisée, de relief moyennement accidenté, où l'espace agricole couvrirait 70 % du territoire, une agriculture de type danois, faite d'une polyculture semi-spécialisée, fortement mécanisée et commercialisée, à structure familiale sans salariés, avec une taille moyenne d'exploitations de 35 hectares.

Adoptons pour les services courants un seuil de marché de 5 à 6000 habitants et un seuil d'accessibilité de 10 kilomètres. Admettons aussi que chaque village et le bourg-centre abritent une certaine proportion d'artisans, de commerçants, d'employés, de retraités, représentant 25 % de la population des campagnes et 80 % de celle du bourg.

Dans un rayon de 10 kilomètres autour du centre, c'est-à-dire sur environ 300 km², dont 21 000 hectares exploités, on aurait 600 exploitations, soit environ 3000 personnes en comptant 5 personnes par famille, et 4000 personnes en ajoutant les 25 % de population non agricole des villages. En plus, le bourg-centre aura une population qui dépendra de son degré d'industrialisation, mais que nous fixerons par hypothèse à 2500 habitants. Le total de 6500 dépasse légèrement la clientèle minimale nécessaire pour faire vivre les services du centre. Les deux «seuils» sont donc respectés.

On peut continuer ainsi à construire toute une grande région, en introduisant le réseau de villes moyennes et de grandes villes nécessaires pour assurer les services plus rares. Une fois le schéma construit, on peut le confronter avec la réalité existante et voir quels sont les points faibles sur lesquels une intervention devrait porter par priorité.

Certes cette présentation hâtive et exagérément schématique prend ici un peu les allures d'une caricature. Mais je n'ai voulu présenter que le principe d'une méthode qui, de toute évidence, demande à être nuancée et adaptée plus soigneusement aux caractéristiques de la région étudiée. Malgré son schématisme, cet exemple autorise, je crois, les deux conclusions suivantes:

1) L'aménagement des campagnes ne peut se concevoir en termes strictement techniques et économiques. Il importe de replacer chaque cellule élémentaire de vie rurale dans tout son contexte régional et dans ses rapports avec les centres

urbains. Un dialogue constant entre le «micro-aménagement» des campagnes et le «macro-aménagement» de la région entière doit s'instaurer. De même, à un échelon plus élevé, un dialogue entre l'aménagement de chaque région et celui de l'État tout entier.

2) Il s'agit là d'une géographie mise en actes, d'une géographie volontaire. On dit parfois géographie appliquée, mais ce terme ne doit pas prêter à confusion. Celui qui agit, qui fabrique une géographie nouvelle, ce n'est pas le géographe, c'est l'urbaniste, le planificateur, l'administrateur. C'est un acte politique, au sens le plus noble du terme, et toute politique introduit forcément des compromis, des options de caractère éthique ou esthétique qui n'ont rien à voir avec la science. Le rôle du géographe n'est donc pas de faire ces options, mais de dire à l'homme d'action: voici le diagnostic que je fais sur cette région; voici les options possibles que l'on peut adopter, avec leurs conséquences probables. A l'homme d'action de prendre ensuite ses responsabilités, en meilleure connaissance de cause. Autrement dit, il ne faudrait pas dire géographie appliquée, mais géographie *applicable*. Il n'y a pas deux géographies, l'une «pure» et l'autre «appliquée», c'est-à-dire plus ou moins compromise avec la politique. Il n'y a qu'une géographie, la bonne. Simplement, ainsi que je l'exposais dans ma première leçon, certaines recherches se tournent plus volontiers vers les problèmes génétiques, alors que d'autres se préoccupent surtout de problèmes de devenir. Mais la première éclaire la seconde et les querelles qui ont éclaté en France sur la légitimité d'une géographie appliquée sont véritablement sans fondement sérieux.

ETIENNE JUILLARD

DISCUSSION

CORREIA DA CUNHA se déclare frappé par les contrastes existant entre les problèmes d'aménagement d'une région lourde de traditions, telles que celles que nous rencontrons en Europe, et ceux d'une région toute neuve, presque vide d'hommes, comme l'Amazonie.

O. RIBEIRO. Parmi les sujets proposés par ORLANDO VALVERDE, j'avais choisi ceux qui, à mon sens, représentent les deux faces du problème

brésilien, c'est-à-dire, d'une part, ces formes très anciennes, amérindiennes, que revêt l'exploitation du sol et, d'autre part, ce gonflement de projets, cette confiance dans l'avenir qui s'expriment dans l'Amazonie et qu'il nous a exposés ce matin.

E. JUILLARD. Une région comme l'Alsace présente des symptômes de sous-développement qui exigent aussi une profonde transformation de ses structures. Les mécanismes sont différents. Mais qu'est-ce qui est le plus difficile: faire du neuf à partir d'une table rase, ou rénover des structures anciennes qui ont atteint un degré de perfection tel que leur ébranlement est presque impossible?

CORREIA DA CUNHA. Quels critères avez-vous adoptés pour délimiter des régions? Quels sont les cadres spatiaux d'une politique de développement?

E. JUILLARD. Dans mon premier exposé j'ai donné des exemples de rapports entre villes et campagnes. Il y est apparu qu'au sein d'une civilisation industrielle l'agriculture et le monde rural sont de plus en plus subordonnés à un ordre urbain. L'espace n'est plus fait d'une juxtaposition de paysages agraires, mais d'ensembles plus complexes, généralement plus vastes, correspondant à une civilisation de consommation accrue et diversifiée. Le cerveau, le moteur de ces espaces est la ville, et cela nous conduit à concevoir l'espace en termes de zones d'influence urbaine. On a parlé d'organisation urbaine (MICHEL ROCHFORD), de réseau urbain, d'armature urbaine (GEORGES CHABOT), tout cela impliquant une certaine hiérarchie de centres. Ces villes ne sont pas forcément des monstres envahissant et submergeant tout l'espace; mais il existe un certain nombre de centres-moteurs qui s'appuient sur une hiérarchie de centres-relais.

Il y a deux façons de découper l'espace humanisé:

1) en une mosaïque de *paysages*, et c'est là un des objets essentiels de la géographie; elle délimite ainsi des espaces uniformes, caractérisés par une certaine *physionomie*;

2) à mesure que l'économie se diversifie, des *centres* se développent et organisent des espaces hétérogènes, qui englobent divers «paysages», mais en leur conférant une certaine *cohérence*.

Pendant longtemps la géographie s'est cantonnée dans l'étude des paysages. Or l'autre type de découpage revêt finalement une signification plus grande à mesure qu'un pays se développe.

Le développement peut se concevoir dans ces deux types de cadres, selon la nature du problème qui est posé. Si celui-ci concerne le développement agricole, ou l'aménagement d'une agglomération urbaine, c'est au sein d'espaces uniformes, dans le cadre de leurs «paysages» qu'il faut les étudier, car c'est dans ce cadre que ces problèmes se posent dans les mêmes termes. En revanche, s'il s'agit de développement régional intégré, c'est-à-dire d'une élévation générale du niveau de vie par le développement simultané d'activités diverses et complémentaires, asso-

çant agriculture, industrie, échanges, formation, logement, cela ne peut se concevoir que dans le cadre de territoires organisés par un centre, hétérogènes, mais cohérents.

J'ai proposé de réserver le terme de «région» à ce type d'espace, en le considérant à un certain niveau de la hiérarchie des territoires, intermédiaire entre les cellules élémentaires et les territoires nationaux, généralement trop grands et trop disparates. La région serait ainsi, non pas l'aire d'extension d'un paysage, comme le voulait MAX.SORRE, mais l'espace organisé par une métropole régionale. Il serait temps, en tout cas, de nous mettre d'accord sur le contenu à donner à cette notion centrale de la géographie.

P. DANSEREAU. La distinction entre villes et campagnes repose sur une double analyse statistique et fonctionnelle. A quel moment les données statistiques l'emportent-elles? Prenons la ville d'Ibadan. Elle a 400 000 habitants, mais elle est dépourvue de services communs, d'égoûts, de téléphone... Et pourtant, par l'accumulation d'hommes qu'elle représente, c'est incontestablement une ville. Inversement le comportement de certains ruraux, comme ceux de l'Amérique du Nord, se rapproche beaucoup celui de certains citadins. En somme l'œkosystème que représente Ibadan est urbain; la morphologie y est, mais non la fonction.

O. RIBEIRO. Je rappellerai d'abord une pensée de RAOUL BLANCHARD: la comparaison est l'âme de la géographie. Ce Séminaire a été particulièrement réussi à ce point de vue. D'autre part je citerai une remarque de ROGER DION: «L'utilité possible d'une recherche n'y ajoute pour moi aucun plaisir». C'est une question de dignité de la science, celle-ci est d'abord la joie de connaître, elle n'a pas besoin de se justifier par son utilité.

Un de mes jeunes collaborateurs m'a dit que j'avais choisi mes invités en fonction de mes propres idées. Ce n'est pas vrai. Vous avez ici un échantillonnage de tempéraments très différents.

Sur le terrain de la définition de la région, je ne vous suis pas tout à fait. Nous avons avantage à conserver leur signification primitive aux termes déjà lourds de sens. La géographie se heurte aujourd'hui à deux espèces de problèmes: ce qui est apparent, le paysage — par exemple la grande prairie des Etats-Unis — et d'autre part des espaces plus complexes, faits de juxtaposition de «patrons» de paysages, au sens de l'anglais *patterns*. Le mot «région» devrait continuer à désigner, soit de grands espaces uniformes, soit des «patrons de paysages».

Autre chose est l'armature urbaine. Il s'agit là de rapports qui s'établissent parfois par des moyens non apparents et qui le sont de moins en moins: c'est ainsi qu'on identifie une métropole par les flux téléphoniques qui en émanent. Cette armature urbaine se superpose à ces paysages. C'est probablement la clé du monde futur. Mais ce ne sont pas là des régions. Si l'on dit que les Alpes ne sont plus une

région pour en faire dépendre une partie d'une région lyonnaise et une autre partie d'une région marseillaise, je ne suis pas d'accord.

E. JUILLARD. Il me semble que nous sommes d'accord sur le fond, non sur les appellations?

O. RIBEIRO. Il y a des villes régionales, d'autres qui sont inter-régionales. Reportez-vous à une des rares cartes que VIDAL DE LA BLACHE a pu établir pour illustrer ses Principes de Géographie humaine. Il y montre ces villes situées entre deux unités de paysages, entre deux économies différentes, sur les marges du désert par exemple. Est-ce que le sort de ces villes n'est pas lié à ces emplacements de contact?

E. JUILLARD. Vous rejoignez ici l'idée de mes villes organisant un espace hétérogène... Si nous définissons la région par le paysage, que ferons-nous de la région lyonnaise, car elle existe?

O. RIBEIRO. Est-ce que l'influence de Lyon change les forêts, le relief, l'occupation agraire?

E. JUILLARD. Pas le relief, certes, mais l'économie agricole assurément; de même que l'industrie des Alpes, leurs transports, les formes d'occupation touristique sont progressivement modifiées. Tout cela est profondément dépendant de la métropole.

P. DANSEREAU. Si le fonctionnel l'emporte sur le morphologique, avec l'homme au centre, on peut imaginer une atténuation progressive du poids des facteurs physiques.

E. JUILLARD. Il n'est pas question, bien entendu, de nier l'unité des Alpes en tant que chaîne de montagnes. N'empêche qu'une partie penche sur Lyon, une autre sur Zurich, etc.

O. RIBEIRO. Il est certain que toute montagne comporte des relations plus aisées avec les régions de plaine qui l'encadrent qu'entre les diverses parties de la montagne elle-même. N'empêche que les Alpes sont une réalité qui s'impose.

E. JUILLARD. Je considère les Alpes comme un exemple de paysage qui mérite en tant que tel toute notre attention. Mais le fait qu'elles se soient industrialisées ici plus que là, qu'aujourd'hui elles se peuplent de monte-pentes pour skieurs, que les industries des Alpes françaises descendent vers la vallée du Rhône alors qu'ailleurs elles se maintiennent mieux, tout cela reflète leur appartenance à divers ensembles «polarisés» par des métropoles périphériques.

P. DANSEREAU. Bien que les Pyrénées appartiennent à deux espaces polarisés différents, est-ce qu'il n'y en a pas moins un apparentement entre les façons de vivre des deux versants? Ne serait-il pas très

artificiel de les couper en deux en fonction de critères purement économiques?

E. JUILLARD. Pourtant si vous comparez le Roussillon et l'Am-purdan, si semblables par leurs aptitudes naturelles, leur langue, etc. les énormes différences de leur *physionomie* actuelle viennent de leur appartenance à deux espaces différents.

Pour répondre à la pointe lancée par O. RIBEIRO à la science «utile», je dirai avec lui que l'utilité de nos recherches n'est pas *nécessaire*. Mais cela n'implique pas qu'une géographie qui cherche à se rendre utile soit une géographie de second ordre. L'étude de la genèse de l'habitat groupé ou du champ allongé garde tout son intérêt. Mais on peut penser qu'à l'époque où nous sommes, lorsque la survie de l'Europe dépend de la refonte de ses vieilles structures spatiales, le géographe a une sorte de devoir civique de choisir une partie au moins de ses thèmes de recherche dans une géographie non pas «appliquée», le terme est mauvais, car toute application suppose des compromis et l'abandon de l'indépendance scientifique, mais dans une géographie «applicable». Géographie utile ne signifie pas géographie utilitaire.